



AFRIQUE/RD CONGO - Insécurité croissante au Kivu - demain, journée de protestation à Bukavu organisée par la société civile

Kinshasa (Agence Fides) – Une journée « ville morte » avec bureaux et magasins fermés afin de protester contre la dégradation des conditions de sécurité a été proclamée pour demain, 31 octobre, par la Coordination de la Société civile de Bukavu, chef-lieu du Sud Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Selon un communiqué envoyé à l'Agence Fides, la protestation a été décidée dans le cadre d'une réunion qui s'est tenue le 27 octobre à laquelle ont participé les différentes associations de la société civile locale qui ont analysé la situation de la sécurité dans le nord et dans le sud du Kivu.

Le cadre qui en ressort est préoccupant : montée en puissance de l'activisme des forces et groupes armés aux agendas non voilés; intimidations; menaces ; enlèvements et assassinats ciblés et orientés des responsables et personnalités de la province ; détérioration de la sécurité et de la protection des personnes et leurs biens ; affaiblissement de l'appareil de l'Etat à assurer ses devoirs régaliens envers ses citoyens ; paupérisation de la population et multiplicité des taxes et impositions parfois illégales ; occupation lente mais sûre de certaines entités du pays ; grande manipulation de certains de nos compatriotes congolais à la solde de l'ennemi. On se rappellera que, ces jours-ci, le Dr. Denis Mukwege, engagé depuis des années dans l'assistance des femmes victimes de violences sexuelles, a été contraint à abandonner Bukavu après avoir échappé à une attaque armée de son domicile (voir Fides 29/10/2012).

« Cette insécurité concerne tout le monde : grands et petits, hommes et femmes, jeunes et vieux » affirme le communiqué qui se conclut par cette anecdote : « ils sont venus chercher les élancés, je n'ai rien dit car je n'étais pas élancé, ils sont venus chercher les chrétiens, je n'ai rien dit car je ne suis pas chrétien; ils sont revenus chercher les riches, je n'ai rien dit car je ne suis pas riche. Quand ils sont revenus me chercher et m'ont emmené, car il n'y avait plus personne pour parler ». (L.M.) (Agence Fides 30/10/2012)